

RAPPORT SUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE 2019-2020



◀ LES MILITANTS DU CCDA DÉFILENT DEVANT LE CONGRÈS GUATÉMALTEQUE POUR RÉCLAMER LA FIN DE LA CRIMINALISATION DES MILITANTS CAMPESINOS IMPLIQUÉS DANS LES CONFLITS FONCIERS.

TABLE DES MATIÈRES

- 1 LA SOLIDARITÉ EN ACTION POUR BÂTIR UN MONDE MEILLEUR**
- 2 SOLIDARITÉ ENTRE TRAVAILLEURS : LES DÉLÉGATIONS DU SCFP**
- 6 LE FONDS POUR LA JUSTICE MONDIALE EN ACTION**
- 11 TRAVAILLER AVEC NOS ALLIÉS**
- 14 LA SUITE DES CHOSES**
- 17 LES MEMBRES DU COMITÉ NATIONAL DE LA JUSTICE MONDIALE
LES DONATEURS DU FONDS POUR LA JUSTICE MONDIALE**

Le Rapport 2019-2020 du SCFP sur la solidarité internationale est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique, 1375, boulevard Saint-Laurent, Ottawa, Ontario, K1G 0Z7.

Imprimé par des syndiqués avec des encres à base d'huile végétale sur du papier recyclé contenant 30 % de déchets de consommation, recyclable et biodégradable, sans chlore élémentaire et certifié par le Forest Stewardship Council.

Rédactrices : Monique Ménard-Kilrane et Kelti Cameron.
Éditrice: Karin Jordan, assistée de Céline Carré et de Manon Lajoie. Conception graphique : Jocelyn Renaud.

N° ISSN : 1920-1443

Téléchargez un exemplaire de ce rapport ou lisez-le en ligne au scfp.ca/solidarite-internationale.

Crédits photo : Alliance of Concerned Teachers, Philippines (p. 7); CCDA / Comité campesino des Hautes-Terres (couverture, p. 9); Pierre Ducasse (p. 11, p. 16); Amis de la Terre International (p. 12); Josh Berson (p. 16); Kairos (p. 7); Monique Ménard-Kilrane (p. 5); NOMADESC (pp. 2-3, p. 4); Fédération du travail de l'Ontario (p. 3); Internationale des services publics (p. 13, pp. 14-15); Stacey Gomez / Maritimes-Guatemala Breaking the Silence Network (p. 6); Syndicat des femmes de Tavoyan (p. 8).

LA SOLIDARITÉ EN ACTION POUR BÂTIR UN MONDE MEILLEUR

La dernière année a ébranlé notre monde jusque dans ses fondements. Même avant l'arrivée de la pandémie mondiale, les travailleurs et les syndicats étaient au cœur de la lutte pour la qualité des services publics accessibles, l'équité salariale et des conditions de travail décentes. La COVID-19 a pleinement exposé le caractère essentiel des travailleurs et des services publics pour la communauté, le bien-être collectif et notre survie.

Elle a aussi renforcé notre détermination. Le SCFP est solidaire des personnes qui s'organisent pour éliminer la discrimination et l'oppression, tant dans la communauté qu'en milieu de travail, et qui luttent pour le respect et la justice. Notre syndicat lutte pour un monde où les besoins de chacun sont satisfaits, où il n'y a pas de fossé entre riches et pauvres, et où les gouvernements prennent des décisions qui accordent la priorité au bien public plutôt qu'au profit privé. Nous continuerons de faire pression pour un monde où on respecte les droits des peuples autochtones, où on valorise l'eau et le territoire en tant que biens communs et où on accorde la priorité à la protection de l'environnement.

Partout dans le monde, des mouvements exigent des changements. Au cours de la dernière année, on a eu droit

à des manifestations pour la justice climatique et le respect des droits des peuples autochtones, contre l'austérité, la privatisation et la corruption en Amérique latine et au Moyen-Orient, et contre la violence sexiste au Mexique, au Chili et au Pakistan. La pandémie n'a pas empêché des mobilisations massives à l'échelle mondiale affirmant que la vie des Noirs compte.

Notre lutte collective pour la justice économique et sociale ne connaît pas de frontières. Les travailleurs canadiens exigent un salaire équitable partageant une cause commune avec ceux du secteur public aux Philippines ou du vêtement au Bangladesh qui réclament un salaire minimum. La lutte pour la reconnaissance des droits autochtones au Canada est liée à la résistance face à l'accaparement des terres autochtones en Colombie et au Guatemala. La privatisation de l'eau menace des communautés partout dans le monde.

Quel que soit le défi, la solidarité nous donne du pouvoir. Le SCFP collabore avec les syndicats et les mouvements sociaux à l'échelle internationale parce que nous comprenons la nécessité de nous unir dans notre lutte commune pour un monde juste. Tant que nous ne sommes pas tous libres, aucun d'entre nous n'est libre.



Mark Hancock
Mark Hancock,
président national du SCFP



Charles Fleury
Charles Fleury,
secrétaire-trésorier national
du SCFP

SOLIDARITÉ ENTRE TRAVAILLEURS

LES DÉLÉGATIONS DU SCFP



CORÉE DU SUD : UN ÉCHANGE ÉDUCATIF

Au printemps 2019, le SCFP a accueilli une délégation de 14 membres de la Fédération coréenne des syndicats des travailleurs des transports et des services publics (KPTU), le plus



grand syndicat de la Corée du Sud. La délégation a rencontré le secrétaire-trésorier national du SCFP, Charles Fleury, et des éducateurs du SCFP pour échanger des informations sur nos programmes d'éducation syndicale et de membres-formateurs, ainsi que sur la situation politique dans nos pays.

En Corée du Sud, les travailleurs luttent contre les licenciements massifs, les réductions salariales, la privatisation et les coupures dans les services publics dus à l'austérité. Le travail précaire et dangereux est à la hausse. Ces conditions ont touché les membres du SCFP et elles sont répandues dans les secteurs publics du monde entier.

Dans le cadre de cette visite, deux dirigeants du KPTU ont assisté au congrès du SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador. Ils ont également pris part à la toute première conférence régionale du SCFP sur la justice mondiale, organisée par le SCFP-T.-N.-L. Cet événement intitulé *Building Global Solidarity : Come from Away, Here to Stay* (Bâtir la solidarité mondiale : venir de loin pour rester) a mis l'accent sur l'importance de la solidarité internationale et des droits des migrants. Le directeur de l'éducation syndicale du KPTU, Kyungkyu Yang, a encouragé les délégués à pratiquer la solidarité internationale au quotidien et à se concentrer sur les actions collectives qui apportent des changements.



▲ UN MEMBRE DU KPTU RÉCLAME LA FIN DES ATTAQUES CONTRE LES DROITS DES TRAVAILLEURS À UN RASSEMBLEMENT DU 1^{ER} MAI 2019 À TORONTO.

▲ DES CITOYENS SE RASSEMBLENT APRÈS UN MASSACRE DE DIRIGEANTS AUTOCHTONES À TACUEYO, EN COLOMBIE.



Cette visite coïncidait aussi avec la Journée internationale des travailleurs du 1^{er} mai. Les membres du KPTU ont marqué cette journée en se joignant à une manifestation des travailleurs de l'aéroport Pearson de Toronto. L'événement annuel a rappelé que les travailleurs du monde entier sont unis dans leur opposition au système capitaliste.

Nos syndicats espèrent poursuivre l'échange avec la visite prochaine d'une délégation du SCFP en Corée du Sud.

COLOMBIE : SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS ET LES MILITANTS

À l'automne 2019, le président national du SCFP, Mark Hancock, s'est rendu en Colombie pour rencontrer des dirigeants de mouvements sociaux et ouvriers. Le SCFP a été accueilli par ses partenaires : NOMADESC, un organisme de recherche et de défense des droits de la personne, et SINTRACUAVALLE, le syndicat représentant les travailleurs de l'eau du seul fournisseur public d'eau en Colombie.

Notre visite s'est déroulée à un moment crucial. Les communautés noires, autochtones et campesino font face à une vague de violence extrême. Les communautés où nos partenaires travaillent et s'organisent sont la proie de violations des droits de la personne. Des dirigeants de mouvements sociaux et d'anciens membres des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), le mouvement de guérilla désormais démobilisé, sont la cible d'assassinats. Les accords de paix signés fin 2016 entre le gouvernement colombien et les FARC n'ont pas été mis en œuvre, ce qui a créé une situation très volatile. Cela crée aussi les conditions pour de nouvelles expressions de solidarité sociale.

Le travail de NOMADESC se concentre sur les communautés de la ville de Buenaventura, qui abrite le plus grand port du pays. La communauté afro-colombienne de cette ville est confrontée à la discrimination et à l'exclusion depuis des décennies, mais la répression s'est intensifiée depuis que l'État pousse pour développer un port sur ses terres.

La communauté a mené une grève réussie en 2017, où des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour protester, forçant la mise en veilleuse du projet. Notre délégation a rencontré le comité de grève civique de Buenaventura. Elle a aussi assisté aux élections municipales qui ont porté Victor Vidal, meneur et porte-parole de la grève, à la mairie de Buenaventura.

Les meurtres de cinq dirigeants autochtones de la communauté de Tacueyo, à la veille de notre visite, ont rappelé de façon tragique les dangers auxquels sont confrontés les militants du pays. Le lendemain, notre délégation a participé à un rassemblement de centaines de citoyens des communautés environnantes. Ils se sont réunis pour pleurer et s'organiser, faisant preuve d'un courage incroyable face à cette tragédie.

La délégation du SCFP a aussi rencontré des dirigeants et des membres de SINTRACUAVALLE, qui mènent une lutte courageuse contre la privatisation de l'eau,

**DES MEMBRES DE LA DÉLÉGATION
DU SCFP À CUBA EN COMPAGNIE
D'UN DIRIGEANT LOCAL DU SNTAP. ►**

LE PRÉSIDENT NATIONAL DU SCFP EN COMPAGNIE DE MILITANTS DE NOMADESC ET DU MOUVEMENT DES VICTIMES DES CRIMES DE L'ÉTAT, EN COLOMBIE.

sans se laisser décourager par les menaces et la violence. Les représentants du SCFP ont fait la visite d'une station publique de traitement des eaux et assisté à une réunion organisée par le syndicat pour les citoyens qui se battent pour des services d'eau publics.

CUBA : RENOUELER LES PARTENARIATS

En 2019, une délégation conjointe du SCFP national et du SCFP-Colombie-Britannique a rendu visite à notre syndicat partenaire cubain. Nous travaillons avec le Syndicat national des travailleurs de l'administration publique (SNTAP) depuis des décennies.

Cette visite concluait un projet de cinq ans visant à élaborer et offrir une formation de délégué syndical, en plus de la mise en place et l'équipement de trois salles de classe. Les membres de la délégation, avec les représentants du SNTAP, ont planifié les prochaines étapes de notre partenariat. Ils ont également pris connaissance des changements prévus dans l'économie cubaine et des conditions des travailleurs et

des syndicats, y compris l'impact du resserrement de l'embargo américain.

Cuba compte 19 syndicats nationaux sous l'égide de la CTC, la Central de Trabajadores de Cuba. Le taux de syndicalisation y est de 94 pour cent. Même les travailleurs autonomes (comme les artistes de rue et les marchands) sont organisés à travers des coopératives.

Ces dernières années, Cuba a poursuivi la décentralisation de son système économique, confiant certains secteurs non stratégiques (comme l'hôtellerie) à des coopératives et des petites entreprises. Les syndicats du secteur public comme le SNTAP organisent désormais des travailleurs dans ces secteurs émergents, dont plusieurs milliers uniquement à La Havane. Ces nouveaux membres reçoivent une formation de délégué syndical, de leadership syndical et de santé et sécurité.

Le blocus américain en cours constitue le principal défi du SNTAP. Celui-ci limite gravement l'accès aux médicaments, à l'équipement hospitalier, au

carburant, au mobilier scolaire et de bureau et à d'autres fournitures de base comme le papier et les pièces automobiles.

L'économie cubaine est confrontée à de nouveaux défis en raison d'une aggravation de la pénurie de carburant. Cuba avait l'habitude d'obtenir la majeure partie de son pétrole du Venezuela, souvent en échange de services médicaux et éducatifs. Cependant, les sanctions strictes imposées au Venezuela par les États-Unis en 2018, conjuguées au durcissement de l'embargo contre Cuba, signifient que peu de compagnies maritimes sont prêtes à transporter du pétrole du Venezuela vers Cuba. Les pénuries de carburant ont entraîné une réduction des transports en commun, des arrêts des centrales électriques au diesel, et ont également affecté les véhicules syndicaux.

Malgré les limitations qu'entraînent les sanctions, la délégation a été témoin de l'ingéniosité des Cubains; elle a constaté de visu les systèmes économiques alternatifs et la résistance des travailleurs au capitalisme.





LE FONDS POUR LA JUSTICE MONDIALE EN ACTION

En 2019-2020, le Fonds pour la justice mondiale du SCFP a soutenu des travailleurs et des groupes communautaires alliés en Birmanie, au Canada, en Colombie, à Cuba, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et aux Philippines. Le fonds a soutenu dix projets œuvrant pour la paix, fait la promotion des droits des travailleurs et de l'égalité des sexes, lutté pour la défense des droits de la personne, aidé au renforcement des capacités des syndicats, lutté contre la privatisation de l'eau, fait la promotion des services publics et sensibilisé les membres du SCFP aux différents enjeux internationaux. Voici quelques exemples de mesures prises par nos partenaires et alliés pour créer un monde meilleur.

DES FEMMES RÉCLAMENT LA JUSTICE
POUR LES VIOLENCES SEXUELLES COMMISES
PENDANT LE CONFLIT ARMÉ INTERNE
AU GUATEMALA.

CANADA

Pendant des décennies, le Programme de travailleurs étrangers temporaires du Canada a rendu l'accès au statut de résident permanent difficile pour les soignants et impossible pour les travailleurs migrants dans différents secteurs. Cette situation a entraîné une augmentation de plaintes et de cas bien documentés d'exploitation et d'abus de travailleurs aux mains d'employeurs et de recruteurs. Le programme Migrant Justice géré par KAIROS s'attaque aux causes principales de la migration forcée, tout en favorisant un climat de dignité et d'accueil pour les personnes déracinées.

Le projet et ses ateliers soutiennent les principales demandes des travailleurs migrants, soit la résidence permanente à l'arrivée, des permis de travail ouverts pour tous les travailleurs et un meilleur accès aux services de soutien. L'an dernier, KAIROS a collaboré avec Migrante Canada au lancement d'une série d'ateliers axés sur le renforcement des capacités des travailleurs migrants, notamment la connaissance de leurs droits, le soutien de leur capacité à s'auto-organiser et la présentation des cadres juridiques qui assurent leur protection.

Le projet a touché les travailleurs migrants de divers secteurs, notamment les soignants, les travailleurs agricoles, ceux du secteur des services et ceux des usines de transformation du poisson. La sensibilisation a mis ces travailleurs en contact avec

MANIFESTATION POUR LES DROITS DES MIGRANTS À WINNIPEG.



des organisateurs de travailleurs migrants, des experts syndicaux locaux, des prestataires de services sociaux, des avocats en droits de la personne et d'autres personnes qui les ont aidés à défendre leurs droits.

KAIROS et Migrante Canada développent aussi un réseau de soutien composé d'églises et de syndicats pour les travailleurs migrants qui font valoir leurs droits.

PHILIPPINES

Les mouvements sociaux, les syndicats, les médias, les agriculteurs et les organisations autochtones sont toujours la cible des politiques et des actions répressives du président philippin Rodrigo Duterte. Des

défenseurs des droits de la personne ont vu leurs bureaux perquisitionnés, ont été faussement accusés de crimes et ont été arrêtés. Les personnes qui critiquent de façon légitime le gouvernement sont surveillées, harcelées, intimidées, menacées et parfois, assassinées.

Les dirigeants syndicaux sont ciblés en raison de leurs efforts pour obtenir la sécurité et un meilleur niveau de vie pour les personnes les plus marginalisées du pays. Le gouvernement attribue un « code rouge » à ses opposants politiques en prétendant qu'ils ont des liens avec la Nouvelle Armée populaire du Parti communiste des Philippines. Entrent dans cette catégorie les dirigeants d'organismes officiels (comme



MANIFESTATION DE L'ALLIANCE OF
CONCERNED TEACHERS AUX PHILIPPINES.

les syndicats) et les militants des droits de la personne. Notre syndicat s'est joint au tollé mondial contre ces codes rouges.

Récemment, l'Alliance of Concerned Teachers ou ACT a documenté 36 cas de profilage illégal et 19 incidents de menaces de mort ou d'intimidation contre ses dirigeants, dont son secrétaire général, Raymond Basilio. Cela sème la terreur parmi les enseignants; plusieurs ont peur de participer à la vie syndicale. La campagne *Hands Off Our Teachers* (Ne touchez pas à nos enseignants) de l'ACT a révélé le profilage policier de ses dirigeants et une surveillance induite. La campagne bénéficie d'un large soutien des médias, des législateurs, des personnalités publiques et de diverses institutions.

Le régime de Duterte a également ciblé les peuples et organisations autochtones, le plus grand groupe étant le peuple Lumad. La plupart des Lumad vivent dans la province de Mindanao, où beaucoup ont été déplacés vers les montagnes par les sociétés minières et de riches propriétaires terriens. Les écoles Lumad, qui proposent un enseignement traditionnel, ont été détruites ou utilisées pour des opérations militaires. En 2019, les 55 écoles Lumad ont été fermées, obligeant les élèves à quitter leur communauté. À travers le réseau Save Our Schools (Sauvons nos écoles), l'ACT a lancé diverses actions pour condamner ces fermetures et soutenir la formation des étudiants Lumad.



Notre autre partenaire, la Confédération pour l'unité, la reconnaissance et l'avancement des fonctionnaires (COURAGE), regroupe de nombreux syndicats du secteur public du pays. COURAGE a récemment mis l'accent sur une campagne visant à obtenir un salaire minimum national. Ce travail se déroule malgré le harcèlement et l'intimidation du gouvernement.

En 2019, Antonietta Setias Dizon, ancienne secrétaire générale de COURAGE, a été détenue illégalement. D'autres membres de COURAGE ont également été arrêtés sur la base de fausses accusations, dont Juan Alexander Reyes, Rowen Rosales et Oliver Rosales. Pour protester contre ces détentions illégales, COURAGE a créé la campagne *Libérez les 4 de COURAGE*, qui réclame justice pour tous les militants détenus illégalement et la fin du ciblage des militants syndicaux.

MYANMAR/BIRMANIE

Depuis sa création en 1995, sur la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie, le Syndicat des femmes tavoyennes (TWU)

concentre ses efforts sur des programmes de leadership afin de promouvoir les droits des femmes et de les encourager à devenir des cheffes politiques et communautaires. Les femmes sont sous-représentées à tous les niveaux de gouvernement et peu présentes dans le processus de paix. Le TWU représente des femmes du groupe ethnique minoritaire Tavoyan de la région de Tanintharyi, dans le sud de la Birmanie.

Le TWU est basé dans la ville de Tavoy, qui est géographiquement isolée du reste de la Birmanie. Le faible développement économique a laissé cette région dans un niveau de pauvreté élevé. Les filles tavoyennes sont particulièrement vulnérables à la traite des personnes et à la prostitution forcée.

Dans le cadre de ses travaux sur l'égalité des sexes et la représentation des femmes au sein de la classe dirigeante, Le TWU a créé et dispensé aux jeunes femmes un programme complet de formation de quatre mois sur l'autonomisation politique.

Celui-ci propose un large éventail de cours sur des sujets comme les droits de la personne, la santé sexuelle, la violence sexiste, la transition actuelle du régime militaire au leadership démocratique, les compétences médiatiques et l'informatique. Le programme donne aux étudiantes la possibilité d'appliquer leurs compétences dans leur communauté.

D'autres travaux ont porté sur la violence sexiste, notamment sa définition, les raisons de sa présence partout dans la communauté, les moyens pour l'atténuer et les lois de la Birmanie à cet égard. Pour les femmes qui ont participé, il s'agit de problématiques criantes, car elles ont été la cible de différents types de violence et manquent de connaissances sur le signalement des problèmes. De nombreuses femmes de la région ont manifesté leur intérêt pour ce programme à l'avenir.

NICARAGUA

Le Nicaragua traverse une crise politique depuis que le Fonds monétaire international (FMI) a imposé une austérité draconienne au pays en 2018. La population a manifesté massivement contre toutes coupes dans le filet de sécurité sociale du pays. L'instabilité a des répercussions socioéconomiques qui affectent les travailleuses du pays.

Le SCFP appuie le Mouvement des femmes employées et chômeuses Maria-Elena-Cuadra

(MEC) pour l'aider à offrir de la formation, de la défense et du soutien juridique aux femmes des municipalités de Managua, Ciudad Sandino et Tipitapa. Le MEC œuvre spécifiquement auprès des travailleuses des zones franches du Nicaragua, des travailleuses à domicile et des agricultrices à plus petite échelle.

Selon la directrice du MEC, Sandra Ramos, la situation au Nicaragua s'est aggravée depuis 2018. Les travailleuses des maquilas (les ateliers de misère) se sont toujours mobilisées pour réclamer de meilleures conditions de travail et un travail décent. Depuis l'introduction des mesures d'austérité, les forces de sécurité de l'État répriment ces actions. L'instabilité économique qui a suivi la vague de protestations et de violence a rendu l'emploi dans les maquilas plus précaire. Le MEC rapporte la perte de plus de 2000 emplois dans la zone franche depuis le début des manifestations.

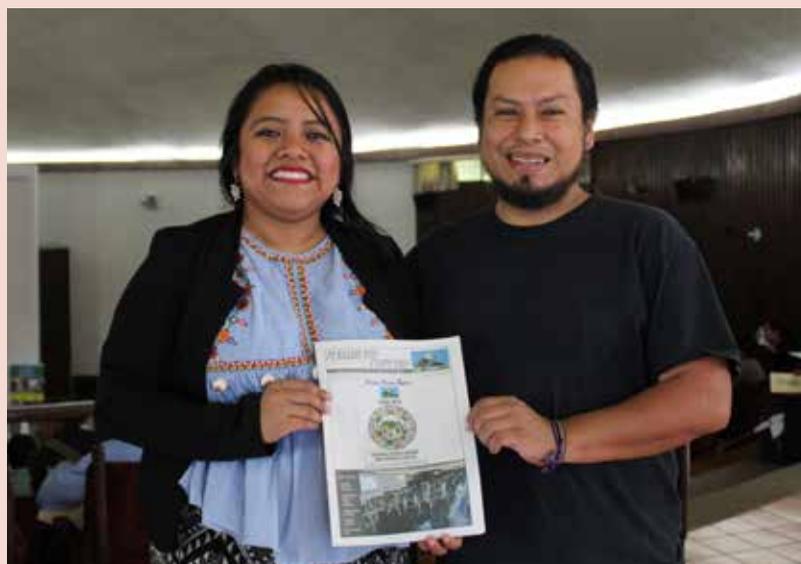
L'année dernière, malgré les défis générés par l'instabilité

politique, sociale et économique, le MEC est arrivé à recruter des centaines de femmes pour des formations sur les droits du travail et des femmes. La clinique juridique du MEC a également aidé plus de 1500 travailleuses et accompagné des travailleuses des maquilas dans leurs représentations devant les instances juridiques pour violation de leurs droits.

GUATEMALA

Le Comité campesino des Hautes-Terres (CCDA) défend les droits des travailleurs des grandes plantations de café, de sucre et de coton. Le CCDA s'efforce aussi de récupérer les terres prises aux communautés mayas au cours des siècles passés et de promouvoir la culture et la spiritualité mayas. Aujourd'hui, une centaine de communautés dans 11 provinces guatémaltèques sont affiliées au CCDA. Il s'agit de la plus forte organisation dans la vallée Madre Vieja de Sololá.

Le Guatemala a déjà été touché par des sécheresses et des inondations en raison



DES MILITANTS DU CCDA AVEC LEUR BULLETIN PENSAMIENTO CAMPESINO (LA PENSÉE CAMPESINA). ►

des changements climatiques. Maintenant, plusieurs communautés du CCDA ont perdu leur accès à l'eau parce que de grandes plantations de sucre, de banane et d'huile de palme détournent les rivières pour irriguer leurs cultures. Ces plantations ont également pollué les sources d'eau en déversant des engrais chimiques, des ruissellements de pesticides et des déchets d'usine directement dans les rivières. Des projets hydroélectriques détournent les cours d'eau, principalement pour alimenter le secteur minier, ce qui aggrave cette situation.

Face à cette crise, le CCDA et ses alliés ont œuvré pour stopper le détournement des rivières et faire reconnaître l'accès à l'eau comme un droit fondamental. Il a travaillé avec les communautés de plusieurs provinces du Guatemala pour enseigner à ses membres leur droit à l'eau et les responsabilités de l'État guatémaltèque envers sa protection. Il a aussi coordonné des campagnes locales pour empêcher la privatisation et le détournement des sources d'eau.

C'est une lutte de tous les instants. En 2017, à la suite d'un effort massif de mobilisation et de plaidoyer, la communauté maya a réussi à libérer six rivières et à rétablir l'accès des communautés à ces sources d'eau. L'année suivante, des groupes liés à de grands propriétaires terriens ont bloqué d'autres tentatives pour préserver l'accès communautaire à l'eau. Pour ces militants, le prix à payer pour la défense du droit à l'eau est élevé et leur sécurité

compromise. Récemment, les organisateurs et les militants locaux font face à une vague d'assassinats, de menaces et de criminalisation de leurs activités. En 2019, des groupes de défense des droits de la personne ont documenté 36 assassinats de militants communautaires et la criminalisation de 5748 autres (détenus ou encore faisant l'objet d'accusations ou d'un mandat d'arrêt). Le CCDA soutient et accompagne ces militants dans leurs démarches.

HONDURAS

En 2019, le congrès hondurien a introduit une loi qui a ouvert la porte à la privatisation des soins de santé et de l'éducation. Le projet de loi a promulgué les conditions de prêt imposées par le FMI. Les Honduriens ont riposté par de grandes manifestations organisées par la Plateforme de défense de la santé publique et de l'éducation, une coalition menée par les associations d'enseignants et de médecins. Le régime a réagi en envoyant ses forces de sécurité réprimer les manifestants. Il y a eu des dizaines de blessés et un grand nombre de personnes placées en détention.

Le partenaire du SCFP au pays est le CODEMUH, le Collectif des Honduriennes. Le CODEMUH est un organisme communautaire féministe qui lutte contre la violence basée sur le genre, en plus de s'attaquer à la violence et à la santé-sécurité dans le secteur manufacturier et les usines textiles. Il offre aux travailleurs un soutien

à l'organisation, ainsi qu'une formation et des évaluations médicales et juridiques.

Malgré la réponse violente des forces de sécurité, le CODEMUH s'est joint à des dizaines de milliers de Honduriens dans cette lutte historique pour protéger la santé publique et l'éducation. Ces actions ont contraint le président et le congrès à retirer les projets de loi qui ouvraient la porte à la privatisation des services publics.

L'instabilité économique et sociale générée par la résistance à la privatisation, ainsi que l'infiltration généralisée du gouvernement par le crime organisé, ont déclenché des vagues d'exode, en particulier dans le nord du pays, où travaille le CODEMUH. Des milliers de Honduriens se sont rassemblés dans un centre industriel au nord de San Pedro Sula pour rejoindre des caravanes de migrants cherchant à se rendre aux États-Unis. Les travaux du CODEMUH ont été perturbés, car des militants des ateliers du secteur textile, formés par le collectif, se sont joints à cet exode, laissant derrière eux des trous dans l'organisation des maquilas.

Au cours de la dernière année, le CODEMUH a également représenté plusieurs travailleurs des maquilas dans des audiences contestant les violations des droits en matière de santé et de sécurité, ainsi que pour la réintégration et l'accommodement des travailleurs blessés.

TRAVAILLER AVEC NOS ALLIÉS

LA CONFÉRENCE *L'AVENIR EST PUBLIC*

Le SCFP s'est joint à des voix progressistes de partout dans le monde, notamment celles de dirigeants syndicaux, de chercheurs et de militants de la base, dans le cadre d'un événement visant à soutenir le mouvement mondial pour l'inversion de la privatisation et le retour des services publics à l'interne.

La conférence *L'Avenir est public* a poursuivi les efforts déployés par le SCFP, avec ses alliés canadiens et internationaux, pour

mettre fin à la privatisation et exiger des services publics solides et bien financés. La conférence, qui s'est tenue à Amsterdam fin 2019, a réuni plus de 350 personnes du monde entier. Ce fut une occasion importante pour le SCFP de présenter ses efforts de lutte à la privatisation, ainsi qu'une occasion d'apprendre comment notre syndicat peut renforcer nos efforts collectifs et bâtir des réseaux internationaux de solidarité.

Le SCFP a dirigé un débat sur le rôle des régimes de retraite du secteur public dans la

privatisation des infrastructures publiques dans le monde. Notre atelier s'est concentré sur la nécessité de trouver des moyens pour tenir les fonds de pension des travailleurs responsables de leurs décisions d'investissement et pour s'assurer qu'ils ne contribuent pas à la privatisation.

Les discussions de la conférence ont porté sur la nécessité d'une action décisive. Les villes et les travailleurs qui permettent à nos communautés d'avancer sont confrontés aux défis les plus urgents d'aujourd'hui, notamment la lutte contre les changements climatiques, les inégalités croissantes et la défense des droits des plus vulnérables. Les participants à la conférence ont élaboré des stratégies sur les solutions publiques à ces problèmes mondiaux.

Une nouvelle recherche présentée à la conférence recense plus de 1400 cas de retour à l'interne, tous secteurs confondus, dont une cinquantaine d'exemples canadiens.

LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES COP25

En septembre 2019, des millions de gens du monde entier ont pris part à des grèves climatiques pour exiger des actions plus fortes et immédiates en vue de sauver notre planète. La science est claire : les engagements pris à Paris, en 2015, par les gouvernements du monde vis-à-vis leurs émissions de gaz



à effet de serre ne suffiront pas pour limiter le réchauffement climatique et éviter une catastrophe dans un avenir pas très lointain.

C'est avec cette urgence à l'esprit que des représentants de syndicats de tous les continents se sont rendus à la COP25 à Madrid en décembre 2019. Le secrétaire-trésorier national du SCFP, Charles Fleury, a dirigé la délégation du SCFP qui s'est jointe à d'autres syndicats et représentants de la société civile pour pousser les politiciens à adopter des objectifs nationaux plus ambitieux en 2020, afin d'atteindre le zéro émission nette d'ici 2050.

Après une année de mobilisation populaire à travers le monde, beaucoup s'attendaient à ce que les pays se mettent d'accord sur des solutions communes lors de la conférence. La détermination était élevée. L'énergie a atteint son apogée lors d'une marche climatique qui a rassemblé des centaines de milliers de personnes dans les rues. Cependant, les politiciens présents ont fait fi des appels à une action urgente et à la justice climatique. Les demandes pour une transition juste spécifique aux travailleurs et le respect

des droits de la personne et des droits autochtones ont été largement rejetées. De plus, les gouvernements ne respecteront pas les engagements qu'ils ont pris dans l'Accord de Paris pour aider les pays en développement à faire face aux effets des changements climatiques. Enfin, la conférence n'a pas su accoucher d'un accord sur les règles du commerce international du carbone.

La lutte pour notre avenir n'est certainement pas terminée. Le SCFP continuera d'œuvrer pour la justice climatique au sein de notre syndicat, au Canada et dans le monde.

LE COMITÉ RÉGIONAL INTER-AMÉRIQUES DE L'ISP

Lutter contre la privatisation, défendre les droits des travailleurs et exiger une fiscalité équitable figuraient à l'ordre du jour de la conférence de l'Internationale des services publics (ISP) réunissant des travailleurs des secteurs publics des Amériques et des Caraïbes.

Le SCFP est membre de l'ISP, la fédération syndicale mondiale qui représente plus de 20 millions de travailleurs du secteur public

dans 163 pays. La Conférence régionale inter-Amériques de l'ISP, ou IAMRECON, a lieu tous les cinq ans. En 2019, elle avait lieu en Argentine sous le thème *Défendre l'État contre le pouvoir des entreprises*.

Les délégués ont discuté du besoin criant de solidarité dans les Amériques et les Caraïbes. Au Brésil, les travailleurs des groupes en quête d'équité sont confrontés à un gouvernement de droite raciste. Les militants syndicaux dans des pays comme la Colombie et le Guatemala font face à des violences. Enfin, les migrants continuent de fuir l'Amérique centrale et le Venezuela en raison de la détérioration des conditions socioéconomiques.

Les participants à la conférence ont élaboré des solutions aux luttes communes auxquelles sont confrontés les travailleurs, notamment la menace des changements climatiques, la montée en puissance des entreprises, la portée croissante des accords commerciaux internationaux et la numérisation dans le secteur public. On a aussi discuté de la justice fiscale, y compris de son rôle dans le financement équitable de services publics pour tous. Plusieurs pays en voie de développement souffrent d'un endettement très élevé qui s'accompagne de conditions difficiles, comme la privatisation forcée. Cela creuse les inégalités et sape les progrès au chapitre de la protection et de l'élargissement des services publics.



◀ MANIFESTATION POUR LE CLIMAT À LA
CONFÉRENCE COP25 À MADRID, EN ESPAGNE.

Depuis la propagation de la COVID-19, la valeur de ces rassemblements et la nécessité d'une action collective et solidaire sont plus manifestes que jamais. Le 23 juin 2020, les affiliés de l'ISP aux États-Unis et au Canada ont tenu une réunion virtuelle. Celle-ci, qui soulignait la Journée de la fonction publique des Nations Unies, s'est concentrée sur la crise à laquelle sont confrontés les travailleurs du secteur public et les travaux à entreprendre, dans nos syndicats et ensemble, pour bâtir une société plus juste et équitable. Le SCFP y a participé. Il a fait partie des syndicats qui ont soulevé des préoccupations au sujet de la situation dans les établissements de soins de longue durée et de la nécessité d'une stratégie de riposte claire pour résister à une reprise qui serait placée sous le signe de l'austérité. Les participants ont condamné collectivement l'injustice raciale mise en lumière par les meurtres de George Floyd, Breonna Taylor, Eric Garner, Ahmaud Arbery et tant d'autres aux États-Unis et au Canada. Ils ont appelé à l'examen des dépenses sociales et à des réformes policières pour lutter contre le racisme systémique.

LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DES NATIONS UNIES

Chaque année, le SCFP se joint au mouvement syndical canadien et aux mouvements sociaux mondiaux à New York, pour les réunions annuelles de la Commission de la condition



de la femme des Nations Unies. Ces réunions des gouvernements, des agences des Nations Unies et de la société civile mondiale se concentrent sur les progrès accomplis et les défis qui restent à relever pour réaliser les droits des femmes, l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles. En raison de la COVID-19, la réunion de 2020 a été réduite à une journée, sans la participation des membres de la société civile mondiale.

Il en a résulté une déclaration profondément décevante que le mouvement syndical mondial a décrite comme « faible et sans intérêt ». Parmi les nombreuses critiques formulées, les syndicats ont affirmé que la déclaration « renforce les modèles économiques et les politiques d'austérité et de privatisation qui échouent en appelant à des partenariats public-privé (PPP) pour respecter les engagements à atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles ». La réponse syndicale mondiale

a également souligné que l'expert de l'ONU sur l'extrême pauvreté et les droits de la personne condamne l'austérité et la privatisation parce qu'elles « éliminent systématiquement les protections des droits de la personne et marginalisent davantage les personnes vivant dans la pauvreté ». La déclaration syndicale souligne ensuite que ces politiques ont alourdi le fardeau des femmes qui prodiguent des soins non rémunérés.

Le SCFP continuera de promouvoir les services publics comme la solution pour que les femmes puissent jouir pleinement de leurs droits. Il poussera notre gouvernement et les gouvernements du monde entier à assumer leur responsabilité de fournir des services publics de qualité, universels et soucieux de l'égalité entre les sexes.

PRÉPARER L'AVENIR



Le présent rapport sur nos travaux de solidarité internationale en 2019-2020 était en cours de finalisation lorsque la COVID-19 s'est répandue dans le monde entier. Il décrit les luttes et les gains de nos organisations partenaires avant la pandémie. Si l'on réfléchit aux derniers mois, nombre de nos

défis restent les mêmes, mais le besoin urgent d'un changement fondamental est encore plus pressant.

Le système économique mondial était en crise bien avant la COVID-19. La pandémie a rendu des millions de travailleurs encore plus précaires et laissé des familles sans moyens de subsistance. Des millions de travailleurs essentiels ont continué de travailler, mettant leur vie en danger. Les travailleurs migrants et ceux des chaînes d'approvisionnement mondiales, pour la plupart des femmes et des personnes racisées, ont été traités comme s'ils étaient jetables.

Nous continuerons de participer à des actions collectives pour exiger une reprise centrée sur les personnes. Le SCFP est déterminé à bâtir un mouvement international plus réseauté, mieux coordonné et plus puissant. Les puissantes forces économiques, corporatives et politiques derrière les gouvernements de droite sont mondiales; notre riposte doit l'être tout autant.

Les mois et les années à venir nous réservent de nouveaux défis. Nous travaillerons sur de nouvelles solutions pour rester connectés en toute sécurité. Nous ne laisserons pas la distance nous diviser ou diluer notre pouvoir, et nous veillerons à ce que la reprise post-pandémie se fonde sur la

solidarité. Le SCFP œuvre avec les syndicats à l'échelle internationale pour renforcer notre mouvement et saisir les occasions de s'organiser pour un avenir public. C'est le seul avenir qui assurera une économie qui placera les besoins des gens avant les profits et qui garantira l'égalité d'accès aux services publics et au travail décent.

Grâce aux liens entre travailleurs et par le biais du Fonds pour la justice mondiale du SCFP, nous continuerons d'appuyer les mouvements mondiaux pour les droits de la personne, la protection des travailleurs, la paix et la justice. Le SCFP est uni aux côtés des travailleurs du monde entier contre la privatisation, la pauvreté, le racisme, l'austérité, la corruption et la guerre. Et nous continuerons de résister à ces mêmes forces au Canada.

Si votre section locale souhaite soutenir le Fonds pour la justice mondiale du SCFP et les efforts de notre syndicat en matière de solidarité internationale, visitez le scfp.ca/solidarite-internationale ou communiquez avec la conseillère en solidarité internationale Kelti Cameron à l'adresse kcameron@scfp.ca.

**ENSEMBLE,
CONTINUONS À BÂTIR
UN MONDE MEILLEUR.**



◀ **LES MEMBRES LGBTQ2+ S'EXPRIMENT À LA CONFÉRENCE RÉGIONALE INTER-AMÉRIQUES DE L'ISP À BUENOS AIRES, EN ARGENTINE.**



**Les membres du Comité national
de la justice mondiale du SCFP**

Keir Hiscock,
Terre-Neuve-et-Labrador
.....
Janice Melanson,
Nouveau-Brunswick
.....
Shawna Quinn,
Île-du-Prince-Édouard
.....
Cheryl Burbidge, Nouvelle-Écosse
.....
Royse Henderson, Québec
.....
Farid C. Partovi, Ontario
.....
Heather Dolenuck, Manitoba
.....
Denise MacDonald, Saskatchewan
.....
Mabel Ong, Alberta
.....
Andrew Ledger,
Colombie-Britannique
.....
Betty Valenzuela, Syndicat des
employés d'hôpitaux
.....
Nathalie Garceau, Division
du transport aérien
.....
Steve Stewart, CoDevelopment
Canada
.....
Sarah Pentlow, Cuso International
.....
Connie Sorio, KAIROS
.....
Diana Sarosi, Oxfam Canada
.....
Denis Bolduc, liaison avec
le Conseil exécutif national
.....
Kelti Cameron, conseillère
.....

**Les sympathisants du Fonds pour
la justice mondiale**

SCFP national
.....
SCFP-Colombie-Britannique
.....
SCFP-Saskatchewan
.....
SCFP-Ontario
.....
SCFP-Île-du-Prince-Édouard
.....
SCFP-Nouvelle-Écosse
.....
SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador
.....
Syndicat des employés d'hôpitaux
(SEH)
.....
Personnel du SCFP
.....
SCFP 382 : Employés du district
scolaire du Grand Victoria,
Victoria (C.-B.)
.....
SCFP 606 : Employés du district
scolaire Nanaimo-Ladysmith (n° 68),
Nanaimo (C.-B.)
.....
SCFP 4791 : Employés de la
Southern Alberta Community Living
Association, Lethbridge (Alb.)
.....
SCFP 8443 : Employés du Conseil
scolaire de Saskatoon (division
n° 13), Saskatoon (Sask.)
.....
SCFP 4600 : Travailleurs pédagogiques
à temps partiel de l'Université
Carleton, Ottawa (Ont.)
.....
SCFP 4557 : KAIROS, Ottawa (Ont.)
.....
SCFP 2440 : Employés de Cuso,
Ottawa (Ont.)
.....
SCFP 1244 : Employés de
l'Université de Montréal,
Montréal (Qué.)
.....
SCFP 3260 : Aides-enseignants
provinciaux du Conseil scolaire
de l'Île-du-Prince-Édouard,
Charlottetown (Î.-P.-É.)
.....
SCFP 8920 : Nova Scotia Acute Care,
Amherst (N.-É.)
.....
SCFP 3067 : New Dawn Guest Home,
Sydney (N.-É.)
.....
SCFP 1876 : Northside Community
Guest Home, Sydney (N.-É.)
.....
Photographie Joshua Berson
.....



JUSTICE MONDIALE SCFP

scfp.ca/solidarite-internationale